



IMPOSONS UNE AUTRE LOGIQUE POLITIQUE ET ECONOMIQUE !

Salariés, retraités, jeunes : nombreux sont ceux qui se mobilisent, agissent contre la politique gouvernementale qui engendre la casse des services publics, favorise les politiques d'austérité, la loi ORE qui avec Parcoursup aggrave les difficultés d'accès à l'enseignement supérieur avec l'orientation subie, la sélection généralisée et l'insuffisance de moyens pour l'Université

La lutte emblématique des cheminot(e)-s se poursuit avec détermination, contre le pacte ferroviaire entraînant la privatisation de la SNCF, la perte du statut des cheminots et détruisant le service public ferroviaire. Les différentes journées de grève ont clairement exprimées le refus des cheminots d'accepter le pacte ferroviaire apportant un démenti cinglant à ceux qui prétendaient enterrer la mobilisation.

Dans l'énergie, les travailleurs du service public du gaz et de l'électricité, sont dans la lutte. Cette lutte s'organise avec des salariés grévistes qui occupent des sites, interpellent et envahissent des comités d'établissements ainsi que des commissions secondaires du personnel ou encore interpellent la population et des élus de la nation pour démontrer leur attachement à la nécessité d'un service public avec des garanties collectives et statutaires de haut niveau.

Malgré l'offensive généralisée du gouvernement et du patronat contre le monde du travail, de nombreux salarié(e)-s sont en lutte pour leurs revendications: salarié(e)-s des Ephad, de Carrefour, d'Air France, d'ADP, de SMOVENGO,...Les Unions Régionales apportent tout leur soutien aux lycéens d'Arago, victimes d'une répression sans précédent.

Ces luttes permettent des succès, c'est le cas pour les agents des « Catacombes de Paris » qui après avoir mené une grève déterminée, obtiennent des augmentations de salaires et des effectifs supplémentaires.

Aujourd'hui, la mobilisation du plus grand nombre est indispensable. En effet, le pouvoir met en perspective de nouvelles lois régressives. C'est le cas de la loi Pacte qui entraînerait de nouvelles privatisations et dans la suite des ordonnances Macron, affaiblirait la représentation des salariés à l'entreprise. Enfin, le gouvernement annonce un projet de loi visant à réformer notre système de retraite en passant d'un système par répartition basé sur la solidarité à un système par points individualisé, qui entraînerait un appauvrissement des futurs retraités et contribuerait une nouvelle fois à reculer l'âge de départ en retraite !

Il s'agit de la remise en cause du modèle social français !

Pourtant, les moyens existent pour favoriser une politique de progrès social : en 2017, les bénéfices des entreprises du CAC40 ont explosé avec 94 milliards !

Face à cette situation et aux politiques régressives qui s'opposent aux revendications légitimes des jeunes, des salariés, des retraités : l'heure est à la mobilisation !

Les organisations syndicales et de jeunesse d'Île-de-France CGT, FO, SOLIDAIRES, UNEF s'engagent, dans la construction d'un rapport de force interprofessionnel et à la construction d'une grande journée de mobilisation avec appel à la grève le 28 juin 2018.

MANIFESTATION UNITAIRE

JEUDI 28 JUIN 2018 – 14H – BASTILLE

En fin de manifestation un meeting, avec prises de parole des organisations contribuera à maintenir la mobilisation et préparer une rentrée revendicative !

Les Unions Régionales CGT, FO, Solidaires et UNEF se rencontreront dès que possible afin de préparer les moyens d'actions nécessaires afin d'élargir les mobilisations.

Montreuil, le 20 juin 2018